



**GROUPE COLABOR INC.
RAPPORT DE GESTION**

Troisième trimestre de 2024

Périodes de 12 et 36 semaines closes le 7 septembre 2024

TABLE DES MATIÈRES

1.	Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs	<u>3</u>
2.	À propos de Colabor	<u>4</u>
2.1	Développements d'entreprise de 2024	<u>4</u>
2.2	Stratégies de développement et perspectives d'avenir	<u>4</u>
2.3	Indicateurs de performance financière clés	<u>6</u>
3.	Résultats d'exploitation et financiers	<u>7</u>
3.1	Résultats d'exploitation	<u>7</u>
3.1.1	Ventes consolidées	<u>7</u>
3.1.2	Charges opérationnelles	<u>8</u>
3.1.3	BAIIA ajusté	<u>8</u>
3.1.4	Amortissements	<u>9</u>
3.1.5	Charges financières	<u>9</u>
3.1.6	Impôts sur le résultat	<u>9</u>
3.1.7	Résultat net	<u>10</u>
3.2	Situation financière	<u>11</u>
3.3	Autres variations importantes de la situation financière	<u>12</u>
3.4	Données liées aux actions en circulation	<u>13</u>
3.5	Flux de trésorerie	<u>13</u>
3.6	Ressources en capital	<u>14</u>
4.	Résumé des derniers trimestres	<u>15</u>
5.	Mesures de performance non conformes aux IFRS	<u>15</u>
6.	Risques et incertitudes	<u>17</u>
7.	Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière	<u>17</u>
8.	Instruments financiers	<u>18</u>

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. et ses filiales (la « Société » ou « Colabor ») porte sur le résultat net, le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du troisième trimestre clos le 7 septembre 2024 dont les chiffres ne sont pas audités. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et leurs notes complémentaires pour cette période, ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités du 30 décembre 2023 et leurs notes ainsi qu'avec le rapport de gestion annuel y afférent. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Ces états financiers peuvent être consultés à www.sedarplus.ca et à www.colabor.com.

Énoncés de nature prospective

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Colabor et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Colabor juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement à la rubrique 2.2 Stratégies de développement et perspectives d'avenir du présent rapport de gestion. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Colabor. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique 6 Risques et incertitudes du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Colabor, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Colabor à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Saisonnalité

Un exercice financier standard de Colabor est composé de treize périodes de quatre semaines chacune; les trois premiers trimestres sont chacun composés de trois périodes et le dernier trimestre, de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre.

Ainsi, les ventes et le résultat net de la Société sont proportionnellement moins élevés aux premier, deuxième et troisième trimestres et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33 % plus de périodes d'opération que les autres trimestres de l'exercice. De plus, il est à noter que les ventes de la Société sont saisonnières. Ainsi, le volume des ventes du premier trimestre est normalement moins élevé en comparaison aux autres trimestres.

Enfin, le fonds de roulement évolue généralement au cours de l'exercice financier en raison de la nature saisonnière des activités, principalement au printemps et à l'été ainsi que durant les périodes de Fêtes (c.-à.-d. Noël et Pâques). Afin de répondre à la demande saisonnière accrue, les besoins en stocks augmentent ainsi que les clients et autres débiteurs. La facilité de crédit est utilisée au besoin pour supporter la fluctuation de cette activité saisonnière.

Les actions de Groupe Colabor Inc. se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole « GCL ».

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant la Société sur SEDAR+ à www.sedarplus.ca et sur le site Web de Colabor à www.colabor.com. L'information sur le site Web de la Société n'est pas intégrée par renvoi au présent rapport de gestion.

2. À propos de Colabor

2.1 Développements d'entreprise de 2024

Au cours des périodes de 12 et 36 semaines closes le 7 septembre 2024, les événements suivants ont eu un impact sur le développement général et les opérations de la Société témoignant de l'évolution du plan d'optimisation et de croissance de Colabor.

Acquisition d'actifs

Le 15 mars 2024, la Société a fait l'acquisition de certains actifs liés aux activités de services alimentaires de Beaudry & Cadrin Inc. (« l'Acquisition »). Se référer à la note 7 Immobilisations incorporelles des états financiers consolidés pour plus de détails.

Modification et mise à jour de la facilité de crédit

Le 18 mars 2024, la Société a conclu une entente modifiée et mise à jour de sa facilité de crédit garantie de premier rang d'un montant autorisé de 71,8 millions \$, incluant un prêt à terme de 21,8 millions \$ et d'un crédit rotatif de 50,0 millions \$, dont 5,0 millions \$ en marge de crédit d'exploitation. La facilité de crédit, telle que modifiée et mise à jour, vient désormais à échéance le 18 février 2028. La facilité porte intérêt au coût des fonds majorés de 1,75 % à 2,75 % selon les ratios financiers de la Société. La facilité de crédit contient une clause accordéon permettant, de gré à gré, l'augmentation de la facilité de crédit de 35,0 millions \$ et autorisant ainsi le remboursement à l'échéance de la dette subordonnée si les conditions liées sont rencontrées.

Changements au conseil d'administration

Le 16 mai 2024, Mme Laurie Gauthier a été élue à titre d'administratrice de la Société.

Le 3 septembre 2024, la Société a annoncé que M. Jean Gattuso a remis sa démission à titre d'administrateur de la Société.

2.2 Stratégies de développement et perspectives d'avenir

Colabor a pour principaux objectifs financiers d'accroître sa rentabilité et de créer de la valeur pour ses actionnaires. En 2024, afin d'atteindre ses objectifs, le plan stratégique se définit et s'articule sur les piliers suivants :

1. Accélérer le développement de nouveaux territoires de Distribution au Québec
 - Continuer le développement dans l'ouest du Québec; et
 - Saisir des occasions d'acquisition.

2. Optimiser la rentabilité et les efficacités
 - Améliorer la gestion de catégorie des produits;
 - Continuer le développement de ses marques privées;
 - Accroître la distribution spécialisée (viandes et poissons); et
 - Investissement et modernisation de certains centres de distribution et divisions.
3. Attirer, retenir et développer les talents
 - Optimiser la valeur de notre nouvelle marque employeur; et
 - Investir dans la formation de nos employés.
4. Renouveler et rafraîchir notre image
 - Continuer d'élargir l'offre locale;
 - Investissement au niveau de l'image de marque; et
 - Mise en place des objectifs en matière d'environnement, social et gouvernance (« ESG »).

Évolution du plan 2024

À la fin de 2023, nous avons déménagé dans nos nouvelles installations de Saint-Bruno-de-Montarville, ce qui représentait l'accomplissement d'une étape clé de la prochaine phase de croissance de Colabor. Au cours du premier trimestre de 2024, nous avons donc finalisé la mise en place de ces installations. Ainsi, nous avons pu commencer au cours du deuxième trimestre à desservir des clients de distribution à partir de ces installations conçues sur mesure pour permettre à Colabor d'accélérer la croissance des activités de distribution dans l'ouest du Québec. Dans cette optique de croissance, nous avons aussi continué d'investir dans notre force de vente pour percer certaines régions de l'ouest du Québec au cours de la période de 36 semaines de 2024.

De plus, nous avons aussi conclu l'Acquisition tel que mentionné précédemment, ce qui s'inscrit parfaitement dans notre objectif de croissance.

2.3 Indicateurs de performance financière clés

Indicateurs de performance (en milliers de dollars, sauf le ratio d'endettement)	12 semaines		36 semaines	
	2024	2023	2024	2023
	\$	\$	\$	\$
Résultats et flux de trésorerie				
Ventes liées aux activités poursuivies	162 034	164 700	454 512	462 809
Résultat net lié aux activités poursuivies	1 164	3 539	1 067	5 693
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	9 484	11 034	24 084	25 902
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	9 904	7 969	26 627	20 044
Situation financière				
			Au 7 septembre 2024	Au 30 décembre 2023
			\$	\$
Fonds de roulement ⁽²⁾			48 205	53 981
Ratio d'endettement ⁽³⁾			2,6x	2,7x
Dette nette ⁽⁴⁾			50 749	61 481

⁽¹⁾ Mesure non conforme aux IFRS. Se référer au tableau du rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS. Le BAIIA ajusté correspond au résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes, l'amortissement ainsi que les charges relatives au régime de rémunération à base d'actions.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir la rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul.

⁽³⁾ Le ratio d'endettement est un indicateur de la capacité de la Société à s'acquitter de sa dette à long terme. Il est défini comme le ratio de la dette nette / BAIIA ajusté moins les paiements et les intérêts des obligations locatives des quatre derniers trimestres. Le chiffre correspondant de 2023 a été retraité afin de refléter la nouvelle méthode de calcul établi pour 2024. Se référer à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS.

⁽⁴⁾ Mesure non conforme aux IFRS. Se référer à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme et la dette à long terme, net de l'encaisse.

Faits saillants du troisième trimestre

- Les ventes consolidées du troisième trimestre se sont chiffrées à 162,0 millions \$, en baisse de 1,6 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les ventes consolidées cumulatives se sont chiffrées à 454,5 millions \$, en baisse de 1,8 %, comparativement à la même période de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par un environnement macroéconomique plus difficile en 2024 ayant affecté directement le créneau de la restauration et celui du détail.
- Le résultat net des activités poursuivies du troisième trimestre s'est établi à 1,2 million \$, en baisse de 2,4 millions \$ comparativement à 3,5 millions \$ pour la même période de l'exercice correspondant de 2023. Le résultat net des activités poursuivies cumulatif s'est établi à 1,1 million \$, comparativement à 5,7 millions \$ en 2023. Ce résultat s'explique par une baisse du BAIIA ajusté⁽¹⁾, tel qu'expliqué ci-bas, et une hausse des charges financières due aux charges locatives principalement pour notre nouveau bail de Saint-Bruno-de-Montarville, mitigé par une baisse de la charge d'impôts.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du troisième trimestre provenant des activités poursuivies a atteint 9,5 millions \$ ou 5,9 % des ventes des activités poursuivies comparativement à 11,0 millions \$ ou 6,7 % des ventes des activités poursuivies en 2023. Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ cumulatif provenant des activités poursuivies a atteint 24,1 millions \$ ou 5,3 % des ventes des activités poursuivies comparativement à 25,9 millions \$ ou 5,6 % des ventes des activités poursuivies en 2023, une baisse de 7,0 %.

- La diminution de la dette nette⁽⁴⁾ qui se chiffre à 50,7 millions \$ au 7 septembre 2024 comparativement à 61,5 millions \$ à la fin de l'exercice 2023, s'explique par un remboursement de 5,5 millions \$ de la facilité de crédit et l'augmentation de l'encaisse. Le ratio d'endettement⁽³⁾ se chiffre à 2,6x par rapport à 2,7x à la fin de l'exercice 2023.
- Au 7 septembre 2024, le fonds de roulement⁽²⁾ de la Société s'est chiffré à 48,2 millions \$, en baisse par rapport à 54,0 millions \$ à la fin de l'exercice précédent. Cette variation s'explique par une amélioration du taux de rotation des stocks et le décalage de paiements des fournisseurs.

3. Résultats d'exploitation et financiers

3.1 Résultats d'exploitation

Sommaire des résultats pour les périodes de 12 et 36 semaines closes le 7 septembre 2024

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines			36 semaines		
	2024	2023	Écart	2024	2023	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Ventes	162 034	164 700	(1,6)	454 512	462 809	(1,8)
Coût des marchandises vendues	131 969	133 586	(1,2)	369 883	377 032	(1,9)
Charges d'exploitation ⁽²⁾	20 581	20 080	2,5	60 545	59 875	1,1
Charges opérationnelles	152 550	153 666	(0,7)	430 428	436 907	(1,5)
BAIIA ajusté⁽¹⁾	9 484	11 034	(14,0)	24 084	25 902	(7,0)
Marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾	5,9 %	6,7 %		5,3 %	5,6 %	

⁽¹⁾ Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS. La marge du BAIIA ajusté est calculée de la façon suivante : BAIIA ajusté divisé par les ventes de la période correspondante.

⁽²⁾ Les charges d'exploitation sont ajustées pour exclure les charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions.

3.1.1 Ventes consolidées

Les ventes consolidées du troisième trimestre de 2024 étaient de 162,0 millions \$ comparativement à 164,7 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une diminution de 1,6 %.

- Les ventes des activités de distribution ont augmenté de 1,5 % et s'explique essentiellement par une croissance du volume dont une partie est liée au développement de nouveaux territoires, ainsi que l'Acquisition récente et l'impact de l'inflation. Cette croissance a été mitigée par un environnement macroéconomique plus difficile au cours du troisième trimestre de 2024 affectant directement le créneau de la restauration et celui du détail.
- Les ventes des activités de grossiste ont baissé de 10,1 % et s'explique essentiellement par un environnement macroéconomique plus difficile au cours du troisième trimestre de 2024, tel qu'expliqué précédemment, et mitigé par l'impact de l'inflation.

Les ventes consolidées cumulatives pour la période de 36 semaines de 2024 étaient de 454,5 millions \$ comparativement à 462,8 millions \$ lors de la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 1,8 %.

- Les ventes des activités de distribution ont augmenté de 1,0 % et s'explique essentiellement par une croissance du volume dont une partie est liée aux nouveaux contrats et au développement de nouveaux territoires, ainsi que l'impact de l'inflation et l'Acquisition récente. Cette croissance a été mitigée par un environnement macroéconomique plus difficile affectant directement le créneau de la restauration et celui du détail.

- Les ventes des activités de grossiste ont diminué de 9,3 % et s'explique essentiellement par un environnement macroéconomique plus difficile, tel qu'expliqué précédemment, et mitigé par l'impact de l'inflation.

3.1.2 Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles consolidées du troisième trimestre de 2024 étaient de 152,6 millions \$ comparativement à 153,7 millions \$ lors du trimestre correspondant de 2023, soit une diminution de 0,7 %.

- La diminution des charges opérationnelles provient essentiellement de la baisse des coûts de marchandises vendues de 1,2 % en lien avec la baisse des ventes de 1,6 %, mitigée par une baisse de la marge brute au troisième trimestre de 2024 par rapport à 2023.
- L'augmentation des charges d'exploitation s'explique essentiellement par une hausse des salaires et avantages sociaux en lien avec la hausse du coût de la vie et des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire.

Les charges opérationnelles consolidées cumulatives pour la période de 36 semaines de 2024 étaient de 430,4 millions \$ comparativement à 436,9 millions \$ lors de la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 1,5 %.

- La diminution des charges opérationnelles provient essentiellement de la baisse des coûts de marchandises vendues de 1,9 % en lien avec la baisse des ventes de 1,8 %, combinée à une hausse de la marge brute par rapport à 2023.
- La hausse des charges d'exploitation s'explique par une hausse des salaires et avantages sociaux en lien entre autres avec la hausse du coût de la vie et des investissements afin d'accroître l'étendue de notre territoire.

3.1.3 BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ du troisième trimestre de 2024 était de 9,5 millions \$ comparativement à 11,0 millions \$ lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une diminution de 14,0 % et en pourcentage des ventes, les marges du BAIIA ajusté⁽¹⁾ ont atteint 5,9 % par rapport à 6,7 % lors de la période correspondante de 2023. Ces variations s'expliquent essentiellement par la décroissance des ventes ainsi que la hausse des charges d'exploitation.

Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ cumulatif de la période de 36 semaines de 2024 a atteint 24,1 millions \$ comparativement à 25,9 millions \$ lors de la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 7,0 % et en pourcentage des ventes, les marges du BAIIA ajusté⁽¹⁾ ont atteint 5,3 % par rapport à 5,6 % en 2023. Ces variations s'expliquent essentiellement par la décroissance des ventes ainsi que la hausse des charges d'exploitation, tel qu'expliqué précédemment.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

3.1.4 Amortissements

Amortissements pour les périodes de 12 et 36 semaines closes le 7 septembre 2024

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines			36 semaines		
	2024	2023	Écart	2024	2023	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles	706	961	(26,5)	2 126	2 969	(28,4)
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 043	940	11,0	3 083	2 826	9,1
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	2 975	2 799	6,3	8 726	8 047	8,4
Amortissements	4 724	4 700	0,5	13 935	13 842	0,7

Pour les périodes de 12 et 36 semaines closes le 7 septembre 2024, la charge d'amortissements est en hausse de 0,5 % et 0,7 % respectivement, comparativement à 2023 et s'explique principalement par l'augmentation de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation suite au renouvellement et à l'entrée en vigueur de nouveaux baux depuis les 12 derniers mois ainsi qu'à l'acquisition d'immobilisations incorporelles, mitigées par la baisse des amortissements des immobilisations corporelles.

3.1.5 Charges financières

Charges financières pour les périodes de 12 et 36 semaines closes le 7 septembre 2024

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)

	12 semaines			36 semaines		
	2024	2023	Écart	2024	2023	Écart
	\$	\$	%	\$	\$	%
Intérêts sur la facilité de crédit	690	569	21,3	2 095	1 635	28,1
Intérêts sur la dette subordonnée	284	250	13,6	826	751	10,0
Intérêts sur les obligations locatives	1 707	413	313,3	4 863	1 202	304,6
Autres	142	39	264,1	412	308	33,8
Charges financières	2 823	1 271	122,1	8 196	3 896	110,4

Les charges financières des périodes de 12 et 36 semaines closes le 7 septembre 2024 se sont établies à 2,8 millions \$ et 8,2 millions \$ respectivement, comparativement à 1,3 million \$ et 3,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de 2023. Cette hausse s'explique par l'augmentation de nos obligations locatives dont celles pour les locaux situés à Saint-Bruno-de-Montarville dont nous avons pris possession vers la fin de l'exercice 2023, l'augmentation des taux d'intérêt et de notre niveau d'endettement.

3.1.6 Impôts sur le résultat

Les charges d'impôts des périodes de 12 et 36 semaines closes le 7 septembre 2024 ont atteint 0,6 million \$ et 0,5 million \$ respectivement, comparativement à 1,4 million \$ et 2,1 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La variation provient essentiellement de la baisse du résultat avant impôts.

3.1.7 Résultat net

Résultat net pour les périodes de 12 et 36 semaines closes le 7 septembre 2024

(en milliers de dollars, sauf le résultat net par action et les pourcentages)

	12 semaines			36 semaines		
	2024 \$	2023 \$	Écart %	2024 \$	2023 \$	Écart %
Résultat net lié aux activités poursuivies	1 164	3 539	(67,1)	1 067	5 693	(81,3)
Résultat net lié aux activités abandonnées	(51)	—	—	(71)	—	—
Résultat net	1 113	3 539	(68,6)	996	5 693	(82,5)
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	0,01	0,03	(66,7)	0,01	0,06	(83,3)
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités abandonnées	—	—	—	—	—	—
Résultat net par action de base et dilué	0,01	0,03	(66,7)	0,01	0,06	(83,3)

Le résultat net lié aux activités poursuivies et le résultat net du troisième trimestre de 2024 étaient de 1,2 million \$ et 1,1 million \$ respectivement, ou 0,01 \$ par action, comparativement à 3,5 millions \$ ou 0,03 \$ par action lors de la période correspondante de l'exercice précédent. Les principales variations du trimestre sont la hausse des charges financières tel qu'expliqué précédemment, combinée à une baisse du BAIIA ajusté⁽¹⁾, mitigées par une baisse de la charge d'impôts. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période de 12 semaines est de 101 992 245 comparativement à 101 986 464 lors de la période correspondante de 2023.

Le résultat net lié aux activités poursuivies cumulatif et le résultat net pour la période de 36 semaines de 2024 ont atteint 1,1 million \$ et 1,0 million \$ respectivement, ou 0,01 \$ par action, en baisse par rapport à 5,7 millions \$ ou 0,06 \$ par action lors de la période correspondante de 2023. La variation s'explique par la hausse des charges financières, tel qu'expliqué précédemment, combinée à une baisse du BAIIA ajusté⁽¹⁾, mitigées par la baisse de la charge d'impôts. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant la période de 36 semaines est de 101 988 391 comparativement à 101 969 547 lors de la période correspondante de 2023.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

3.2 Situation financière

Le tableau qui suit présente les principaux éléments des actifs et passifs courants consolidés qui composent le fonds de roulement⁽²⁾ de la Société.

(en milliers de dollars)

	Au 7 septembre 2024 \$	Au 30 décembre 2023 \$	Écart \$
Actifs courants			
Clients et autres débiteurs	51 184	48 544	2 640
Stocks	49 861	50 730	(869)
Actifs courants	101 045	99 274	1 771
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs	52 840	45 293	7 547
Fonds de roulement⁽²⁾	48 205	53 981	(5 776)

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. La Société calcule son fonds de roulement tel que décrit ci-dessus. Voir la rubrique 1 Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs pour plus d'informations sur la saisonnalité des ventes.

Au 7 septembre 2024, le fonds de roulement⁽²⁾ de la Société s'est chiffré à 48,2 millions \$, en baisse de 5,8 millions \$ par rapport à la fin de l'exercice 2023. La baisse s'explique de la façon suivante :

Clients et autres débiteurs

Le solde des clients et autres débiteurs est en hausse de 2,6 millions \$ par rapport au 30 décembre 2023, provenant de la hausse des ventes vers la fin du troisième trimestre par rapport à la fin du quatrième trimestre de 2023.

Stocks

Le solde des stocks est en baisse de 0,9 million \$ par rapport au 30 décembre 2023. Cette réduction provient d'une amélioration du taux de rotation des stocks.

Fournisseurs et autres créditeurs

Le solde des fournisseurs et autres créditeurs est en hausse de 7,5 millions \$ par rapport au 30 décembre 2023 provenant essentiellement du décalage des paiements fournisseurs.

3.3 Autres variations importantes de la situation financière

Le tableau suivant présente les autres éléments importants de la situation financière de la Société au 7 septembre 2024 et leurs écarts par rapport à l'exercice financier se terminant le 30 décembre 2023.

(en milliers de dollars)

	Au 7 septembre 2024 \$	Au 30 décembre 2023 \$	Écart \$
Immobilisations corporelles	22 882	23 510	(628)
Immobilisations incorporelles	18 277	18 498	(221)
Actifs au titre de droits d'utilisation	105 895	106 954	(1 059)
Actifs d'impôts différés	2 939	2 118	821
Dette à long terme	52 885	58 522	(5 637)
Obligations locatives	115 081	110 937	4 144
Contrepartie éventuelle	1 071	646	425
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	109 344	108 479	865

Immobilisations corporelles

La réduction des immobilisations corporelles provient essentiellement de l'amortissement mitigé par des acquisitions.

Immobilisations incorporelles

La réduction des immobilisations incorporelles provient essentiellement de l'amortissement, mitigée par l'Acquisition récente pour un montant de 2,5 millions \$.

Actifs au titre de droits d'utilisation

La réduction des actifs au titre de droits d'utilisation provient essentiellement de l'amortissement, mitigé par la signature de nouveaux contrats de location.

Actifs d'impôts différés

L'augmentation des actifs d'impôts différés provient essentiellement de la création d'attributs fiscaux au cours de la période.

Dette à long terme

La diminution de la dette à long terme provient essentiellement des remboursements de la facilité de crédit au cours de la période.

Obligations locatives

L'augmentation des obligations locatives provient essentiellement de la signature de nouveaux contrats de location, mitigée par les paiements effectués au cours de la période.

Contrepartie éventuelle

L'augmentation de la contrepartie éventuelle provient essentiellement de l'Acquisition récente et de la charge de désactualisation financière.

Capitaux propres attribuables aux actionnaires

L'augmentation des capitaux propres attribuables aux actionnaires provient principalement du résultat net, mitigée par les autres éléments du résultat global de la période.

3.4 Données liées aux actions en circulation

Le tableau suivant présente les données sur les actions et options de la Société au 15 octobre 2024. Se reporter aux notes 6, 9 et 10 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions et le nombre d'options)

	Nombre d'actions / options	Montant \$
Actions ordinaires		
Actions ordinaires participantes à droit de vote	102 013 442	257 076
Options sur les actions participantes à droit de vote		
Options en circulation	4 069 352	
Options pouvant être exercées	3 076 852	

3.5 Flux de trésorerie

Le tableau qui suit représente les flux de trésorerie consolidés pour les périodes de 12 et 36 semaines closes le 7 septembre 2024.

(en milliers de dollars)

	12 semaines		36 semaines	
	2024 \$	2023 \$	2024 \$	2023 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	9 904	7 969	26 627	20 044
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(303)	(9 520)	(4 585)	(13 127)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(8 207)	(1 067)	(16 624)	(5 782)
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités poursuivies	1 394	(2 618)	5 418	1 135
Variation nette de la trésorerie et équivalent de trésorerie des activités abandonnées	(51)	—	(71)	—
Trésorerie et équivalent de trésorerie (endettement bancaire) au début	1 004	2 478	(3 000)	(1 275)
Trésorerie et équivalent de trésorerie (endettement bancaire) à la fin	2 347	(140)	2 347	(140)

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont atteint 9,9 millions \$ et 26,6 millions \$ pour les périodes de 12 et 36 semaines de 2024 respectivement, comparativement à 8,0 millions \$ et 20,0 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par une utilisation inférieure du fonds de roulement⁽²⁾, mitigée par la diminution du BAIIA ajusté⁽¹⁾. L'utilisation inférieure du fonds de roulement⁽²⁾ s'explique par l'amélioration du taux de rotation des stocks et le décalage des paiements des fournisseurs.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

⁽²⁾ Le fonds de roulement est une mesure de performance non conforme aux IFRS. Le fonds de roulement est un indicateur de la capacité de la Société à couvrir ses passifs à court terme au moyen de ses actifs à court terme, voir la rubrique 3.2 Situation financière pour le détail du calcul.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement sont de 0,3 million \$ pour le troisième trimestre de 2024, comparativement à 9,5 millions \$ pour la période correspondante de 2023. La variation provient essentiellement d'une diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement sont de 4,6 millions \$ pour la période de 36 semaines de 2024, comparativement à 13,1 millions \$ pour la période correspondante de 2023. Les variations proviennent essentiellement d'une diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles et du paiement du solde d'acquisition de GRA, net de l'acquisition d'immobilisations incorporelles de 2,5 millions \$ dans le cadre de l'Acquisition récente.

Activités de financement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont de 8,2 millions \$ pour le troisième trimestre de 2024, en hausse par rapport à 1,1 million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation provient principalement d'un remboursement de la facilité de crédit de 3,8 millions \$, comparativement à une utilisation additionnelle de 3,3 millions \$ en 2023, et d'une hausse des charges financières, mitigé par une diminution des déboursés en lien avec les obligations locatives.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont de 16,6 millions \$ pour la période de 36 semaines de 2024 comparativement à 5,8 millions \$ pour la période correspondante de 2023. La variation provient principalement d'un remboursement de la facilité de crédit de 5,5 millions \$, comparativement à une utilisation additionnelle de 6,5 millions \$ en 2023, et d'une hausse des charges financières, mitigé par une diminution des déboursés en lien avec les obligations locatives.

3.6 Ressources en capital

Tel que mentionné à la rubrique 2.1 Développements d'entreprise de 2024, la Société a signé une entente modifiée et mise à jour de sa facilité de crédit au cours du premier trimestre 2024.

Au 7 septembre 2024, la Société respectait tous ses engagements bancaires. La Société s'attend à être en mesure de rencontrer ses obligations des 12 prochains mois par l'utilisation des flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et par l'utilisation de la facilité de crédit. Au 7 septembre 2024, la facilité de crédit disponible est de 28,5 millions \$. Se référer à la rubrique 8 pour la gestion du risque de liquidité.

4. Résumé des derniers trimestres

Le tableau qui suit présente le résumé des résultats des huit derniers trimestres :

(en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2024				2023			2022
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(16 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(12 semaines)	(17 semaines)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	162 034	161 278	131 200	196 320	164 700	164 186	133 923	193 246
BAIIA ajusté⁽¹⁾	9 484	9 718	4 882	11 652	11 034	9 294	5 574	9 855
Frais non liés aux opérations courantes	154	23	99	787	99	2	49	107
Résultat net lié aux activités poursuivies	1 164	1 679	(1 776)	354	3 539	2 314	(160)	1 682
Résultat net lié aux activités abandonnées	(51)	(20)	—	(455)	—	—	—	(419)
Résultat net	1 113	1 659	(1 776)	(101)	3 539	2 314	(160)	1 263
Résultat net par action de base et dilué lié aux activités poursuivies	0,01	0,02	(0,02)	—	0,03	0,02	—	0,02
Résultat net par action de base et dilué	0,01	0,02	(0,02)	—	0,03	0,02	—	0,01

Le résultat net du premier trimestre de chaque exercice financier est généralement négativement impacté par son caractère saisonnier. Les ventes du quatrième trimestre de 2022 comportent une semaine supplémentaire comparativement à celui de 2023. Le résultat net du quatrième trimestre de 2023 a été impacté négativement par les frais non liés aux opérations courantes liés au déménagement du siège social et l'entrepôt qui étaient situés à Boucherville dans des nouveaux locaux à Saint-Bruno-de-Montarville.

5. Mesures de performance non conformes aux IFRS

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Ces mesures de performance ne doivent pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de la performance calculées en conformité avec les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires. Ces mesures sont largement répandues dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations. Elles reflètent l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance financière récurrente de la Société. Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

BAIIA ajusté

Il s'agit d'une mesure couramment utilisée par la direction, ainsi que par les investisseurs et analystes afin d'évaluer la performance d'une entité et la capacité à générer des flux de trésorerie sur la base de ses activités courantes. Le BAIIA ajusté correspond au résultat net duquel les éléments suivants sont ajoutés : la charge d'amortissements, les frais non liés aux opérations courantes, ainsi que les charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions, les charges financières et les impôts sur les résultats.

⁽¹⁾ Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non-conformes aux IFRS. Se référer à la rubrique 5 Mesures de performance non conformes aux IFRS pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables

Rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté

(en milliers de dollars)

	12 semaines		36 semaines	
	2024	2023	2024	2023
	\$	\$	\$	\$
Résultat net lié aux activités poursuivies	1 164	3 539	1 067	5 693
Charge d'impôts	591	1 362	530	2 109
Charges financières	2 823	1 271	8 196	3 896
Résultat opérationnel	4 578	6 172	9 793	11 698
Charges relatives au régime de rémunération à base d'actions	28	63	80	212
Frais non liés aux opérations courantes	154	99	276	150
Amortissements	4 724	4 700	13 935	13 842
BAIIA ajusté	9 484	11 034	24 084	25 902

Dette nette

La dette nette correspond à l'endettement bancaire, la portion à court terme de la dette à long terme et la dette à long terme, net de l'encaisse tel que présenté dans les états consolidés de la situation financière de Colabor. Il s'agit d'une mesure utilisée par les investisseurs et sert à calculer le ratio d'endettement.

Le tableau suivant présente le calcul de la dette nette :

(en milliers de dollars)

	Au 7 septembre 2024 \$	Au 30 décembre 2023 \$
(Encaisse) endettement bancaire	(2 501)	2 731
Portion à court terme de la dette à long terme	3 000	3 000
Dette à long terme	50 250	55 750
Dette nette	50 749	61 481

Ratio d'endettement

Le ratio d'endettement correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté provenant des activités poursuivies duquel sont diminués les paiements sur obligations locatives des quatre derniers trimestres, tels que présentés dans les états consolidés des flux de trésorerie, et les intérêts sur obligations locatives des quatre derniers trimestres, tels que présentés à la rubrique 3.1.5 Charges financières. Le ratio est utilisé par la direction afin d'évaluer sa capacité d'emprunter des capitaux.

Le tableau suivant présente le calcul du ratio d'endettement :
(en milliers de dollars)

	Au 7 septembre 2024 \$	Au 30 décembre 2023 \$
BAlIA ajusté des quatre derniers trimestres	35 736	37 554
Paie ments sur obligations locatives des quatre derniers trimestres	9 560	12 390
Intérêts sur obligations locatives des quatre derniers trimestres	6 355	2 694
Ratio d'endettement ⁽¹⁾	2,6x	2,7x

⁽¹⁾ En 2024, la Société a modifié le calcul du ratio d'endettement afin de se rapprocher de celui de ses prêteurs et de mieux refléter sa situation financière réelle. Par conséquent, le chiffre correspondant de 2023 a été retraité afin de soustraire également les intérêts sur obligations locatives de 2,7 millions \$ du BAlIA ajusté des quatre derniers trimestres et ce, pour fins de comparabilité.

6. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle datée du 29 février 2024 la « Notice », qui est accessible sur le site web SEDAR+ à www.sedarplus.ca et sur le site Web de la Société au www.colabor.com. Les risques qui sont décrits à la Notice sont incorporés dans le présent rapport de gestion par renvoi.

Risque lié aux processus d'appel d'offres

Une entente d'approvisionnement présentement en vigueur liant Colabor avec un client important vient à échéance au début de décembre 2024 et fait présentement l'objet d'un processus d'appel d'offres public pour son renouvellement. Nous ne pouvons prévoir si la proposition de Colabor en réponse à cet appel d'offres sera retenu ou si le contrat d'approvisionnement consenti à Colabor suite à cet appel d'offres sera sur la base de modalités commerciales équivalentes à celles du contrat se terminant en décembre 2024.

7. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS.

Le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 7 septembre 2024. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) est adéquate. Pour la période de 36 semaines close le 7 septembre 2024, le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef de la direction financière ont aussi évalué qu'il n'y a eu aucune modification du processus de contrôle interne à l'égard de l'information financière, ni des contrôles et procédures de communication de l'information financière ayant une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes et procédures.

8. Instruments financiers

A) Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des clients et autres débiteurs ainsi que des fournisseurs et autres créditeurs est comparable à la valeur comptable en raison des courtes échéances, donc la valeur temps de l'argent est non significative.

La valeur comptable et la juste valeur des autres instruments financiers dans les états consolidés de la situation financière se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)

	Valeur comptable \$	Au 7 septembre 2024 Juste valeur \$	Valeur comptable \$	Au 30 décembre 2023 Juste valeur \$
Actif financier				
Courant				
Instrument financier dérivé	126	126	—	—
Non courant				
Instrument financier dérivé	—	—	413	413
Passifs financiers				
Courant				
Contrepartie éventuelle	730	730	646	646
Non courants				
Facilité de crédit	37 958	38 250	43 629	43 750
Dette subordonnée	14 927	15 000	14 893	15 000
Contrepartie éventuelle	386	386	—	—
	54 001	54 366	59 168	59 396

La juste valeur du contrat de swap de taux d'intérêt est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur du contrat de swap de taux d'intérêt représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler le contrat à chaque date de clôture. Au 7 septembre 2024, la juste valeur du swap de taux d'intérêt est un actif d'un montant de 0,1 million \$ comptabilisé à la rubrique Autres dans les actifs courants à l'état consolidé de la situation financière.

La juste valeur de la contrepartie éventuelle a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs au taux d'emprunt marginal de la Société et la portion à court terme est comptabilisée à la rubrique Autres dans les passifs courants à l'état consolidé de la situation financière.

La juste valeur de la facilité de crédit est comparable à la valeur comptable, étant donné que le taux d'intérêt fluctue en fonction du taux du marché avec des conditions comparables à celles prévalant sur le marché.

La juste valeur de la dette subordonnée a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs au taux de 7,25 % (7,25 % au 30 décembre 2023), soit le taux en vigueur de la dette subordonnée.

Évaluation de la juste valeur

Les techniques d'évaluation ainsi que les données observables importantes utilisées dans l'évaluation des justes valeurs des niveaux 2 et 3 sont les mêmes que celles décrites dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 30 décembre 2023.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours des périodes de 12 et 36 semaines closes le 7 septembre 2024.

B) Gestion des risques financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations, de ses activités d'investissement et de ses activités de financement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société et vise à protéger la Société contre les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

Il n'y a eu aucun changement significatif au cours de la période de 36 semaines close le 7 septembre 2024 dans l'exposition aux risques de la Société par rapport à la description donnée dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 30 décembre 2023.